



CHAPITRE 123

Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de St-Raymond, dans le comté de Portneuf

[Sanctionnée le 7 mars 1951]

Préambule.

ATTENDU que les Commissaires d'écoles pour la municipalité du village de St-Raymond, dans le comté de Portneuf, ont, par leur pétition, représenté que leurs revenus sont insuffisants pour rencontrer les exigences de leurs écoles et qu'il est devenu nécessaire de les augmenter;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Taxe d'éducation autorisée.

1. Les Commissaires d'écoles pour la municipalité du village de St-Raymond, dans le comté de Portneuf, peuvent, par résolution, imposer et prélever, à compter du 1er juillet 1951 inclusivement, en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale de un pour cent (1%), dite taxe d'éducation, de même nature et conforme aux dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail, (Statuts refondus 1941, chapitre 88 et ses amendements), sur le prix de vente ou d'achat en détail de tous biens meubles, effets mobiliers, marchandises et articles de commerce quelconques y compris le gaz et l'électricité utilisée pour l'éclairage, la force motrice ou la chaleur et le service de téléphone vendus ou achetés dans les

CHAPTER 123

An Act respecting The school commissioners for the municipality of the village of St. Raymond, in the county of Portneuf

[Assented to, the 7th of March, 1951]

Preamble.

WHEREAS The school commissioners for the municipality of the village of St. Raymond, in the county of Portneuf have, by their petition, represented that their revenues are insufficient to meet the requirements of their schools, and that it has become necessary to increase them;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The school commissioners for the municipality of the village of St. Raymond, in the county of Portneuf, may, by resolution, impose and levy, from the 1st of July, 1951, inclusive, in addition to any other tax, a special tax of one per cent (1%), called education tax, of the same kind and in accordance with the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88 and its amendments), on the retail sale or purchase price of all moveables, moveable effects, merchandise and articles of trade whatsoever, including gas and electricity used for lighting, power or heating and telephone service sold or purchased within the present limits of the school municipal-

limites actuelles de la municipalité scolaire du village de St-Raymond, dans le comté de Portneuf.

ity of the village of St. Raymond, in the county of Portneuf.

Levée,
etc.

2. Ladite taxe est prélevée et perçue en même temps, de la même manière, aux mêmes conditions et avec les mêmes sanctions que la taxe perçue en vertu de l'article 4 dudit chapitre 88 des Statuts refondus de 1941 et ses amendements.

2. The said tax shall be levied and collected at the same time, in the same manner, on the same conditions and with the same sanctions as the tax levied under section 4 of the said chapter 88 of the Revised Statutes of 1941 and its amendments.

Conven-
tions.

3. Les Commissaires d'écoles sont autorisés à faire des conventions avec le trésorier de la province pour la perception de la taxe dont l'imposition est permise par la présente loi.

3. The School Commissioners are authorized to enter into agreements with the Provincial Treasurer for the collection of the tax the imposition of which is authorized by this act.

Stipula-
tions.

Ces conventions peuvent stipuler qu'il sera permis au secrétaire-trésorier des Commissaires d'écoles d'examiner tous rapports ou états fournis en vertu des dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88 et ses amendements).

Such agreements may stipulate that the secretary-treasurer of the school commissioners shall be permitted to examine all reports or statements furnished under the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88 and its amendments).

Droits.

Ces conventions pourront autoriser le trésorier de la province à exercer tous les droits des Commissaires d'écoles concernant la perception de la taxe d'éducation et les poursuites pour infraction à la présente loi.

Such agreements may authorize the Provincial Treasurer to exercise all the rights of the school commissioners respecting the collection of the education tax and the actions for infringement of this act.

Disposi-
tions ap-
plicables.

4. L'article 28 du chapitre 88 des Statuts refondus 1941 et ses amendements (Loi de l'impôt sur la vente en détail) est déclaré applicable à la taxe de vente imposée par les Commissaires d'écoles en vertu de la présente loi, *mutatis mutandis*.

4. Section 28 of chapter 88 of the Revised Statutes, 1941 and its amendments (Retail Sales Act) is declared applicable to the sales tax imposed by the school commissioners under this act, *mutatis mutandis*.

Entrée en
vigueur.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

5. This act shall come into force on the day of its sanction.